



Pour la construction d'un parti des travailleurs et des travailleuses



Lundi 9 janvier 2023

Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !

C'est donc mardi que Borne doit mettre les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. Le suspense est quand même de plus en plus éventé. L'âge légal de la retraite sera-t-il repoussé « seulement » à 64 ans, car « 65 ans n'est pas un totem » ? Y aura-t-il aussi une généralisation de l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans bien avant 2035 (déjà prévus par la loi Touraine pour les générations nées après 1973) ? Le gouvernement aura-t-il recours au 49.3 ?

Tant de questions pour une seule réponse :
c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et
d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui

annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser. D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale !

Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse. **Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !**

Les brèves de la gare

Profits records de la SNCF en 2022 : de l'argent, il y en a !

La direction a attendu la toute dernière semaine de l'année, bien après la fin des NAO sur les salaires et après la suspension de la grève des contrôleurs, pour annoncer un profit exceptionnel de 2,2 milliards d'euros pour 2022. Si ces bénéfices existent, c'est avant tout grâce au travail de l'ensemble des cheminots, malgré le sous-effectif permanent et le manque de moyens.

Face à une inflation qui continue de s'envoler, aux efforts imposés au nom de la sobriété énergétique et aux conditions de travail et de vie qui se dégradent, si record il y a, c'est avant tout celui de l'indécence !

ASCT : une grève qui en appelle d'autres

La grève massive des ASCT en décembre dernier sur les salaires et les conditions de travail a permis d'obtenir des avancées, notamment sur les conditions de rémunération. Les ASCT ont eu raison de se mobiliser, tout comme les conducteurs, aiguilleurs... depuis septembre, des milliers de cheminots ont été en grève pour exiger des augmentations de salaires. À juste titre ! Face à l'explosion des prix, il faut 400 euros pour tous et toutes.

64... ou 65 ans ?

Relever l'âge de départ minimal à la retraite ou augmenter le nombre d'années de cotisations nécessaires pour partir avec une retraite décente ? La peste... ou le choléra ?

Rien de bon ne peut sortir de pseudo-négociations avec un gouvernement qui n'a qu'une boussole : nous faire travailler plus, au plus grand plaisir des patrons.

Ne nous laissons pas avoir par cet enfumage : c'est dans la rue que ça se passera.

Terrorisme à géométrie variable

Suite à l'attentat du 23 décembre, lors duquel trois militants kurdes ont été tués par un retraité d'extrême droite, les révélations s'accumulent sur la manière dont police et justice ont géré les antécédents du terroriste. Après qu'il a attaqué au sabre un campement de migrants un an plus tôt, ce sont les victimes qui ont été déférées pour « violence en bande organisée », avant l'abandon des poursuites, mais une OQTF pour l'un des blessés... L'auteur de la tuerie n'avait même pas été inscrit au fichier des interdits de port d'arme et avait un véritable arsenal chez lui.

Voilà qui est révélateur de la manière dont l'État considère le danger représenté par l'extrême droite.

Macron, le pompier pyromane à Corbeil

Le 6 janvier, Macron s'est rendu à l'hôpital de Corbeil pour annoncer en grandes pompes son « plan de rénovation de l'hôpital ». Il a été accueilli par quelques soignantes triées sur le volet... et par un comité d'accueil d'une centaine de syndicalistes et militants, relégués par la police à des centaines de mètres.

Il s'est montré étonné du « paradoxe » d'un tel état d'exaspération malgré le « Ségur de la santé »... perçu comme largement insuffisant par les soignants. Sa solution : l'abolition des 35 heures, qui ira de pair avec l'abolition des heures supplémentaires. Comme d'habitude, l'essentiel des mesures envisagées se feront au détriment des salariés des hôpitaux et annoncent une nouvelle dégradation du système de santé.

La réponse de nos camarades dans la santé →



Amazon prime, option licenciements

18 000 suppressions de postes partout dans le monde : Amazon vient d'annoncer le plan de licenciements le plus massif de son histoire. Après avoir enrichi ses actionnaires à hauteur de milliards de dollars pendant des années, l'entreprise fait payer cash le moindre ralentissement de l'activité à... ses salariés. Le capitalisme « 2.0 » n'a pas changé de système d'exploitation.

Royaume-Uni : les grèves continuent

Le Royaume-Uni connaît son plus grand mouvement de grève depuis les années 1970. Les revendications sont simples : des augmentations de salaire face à une inflation record. En première ligne, le secteur de la santé et notamment les infirmières, suivies par les cheminots, les pompiers, les opérateurs de télécoms, les agents de circulation, agents de nettoyage, conducteurs de bus, et bien d'autres encore !

La réponse du gouvernement de Rishi Sunak ? Menacer de s'attaquer au droit de grève, avec une nouvelle loi de « service minimum ». Mais les grévistes sont soutenus par la population et ces tentatives d'intimidations sont révélatrices de l'incapacité du gouvernement à faire face à la situation. L'extension du mouvement et la détermination des grévistes fera plier gouvernement et patronat !